

Assemblée Générale du PG 31 – 21 juin 2014

Projet de résolution départementale

L'abstention populaire s'installe comme le fait politique majeur de défiance à la politique en général. Et quand les citoyens vont voter, ils utilisent souvent en premier lieu le bulletin de vote FN pour exprimer la contestation des politiques menées et du système qui les porte. C'est aussi le cas dans de nombreuses communes du département où le FN arrive en tête aux européennes ; réalisant même une percée de 14,5% à Toulouse. Dans ce contexte, le FDG se maintient mais n'apparaît pas comme force motrice et alternative.

La scène politique est donc renversée.

Tous ces éléments nous interpellent sur la profonde dégradation du rapport de forces, sur les effets accumulés des politiques antisociales, les plans de licenciements, les fermetures de site et leurs conséquences sur la capacité populaire à envisager des solutions collectives et alternatives. La crise du capitalisme et son impact idéologique nous prouvent qu'il ne suffira pas de changer une direction politique par une autre pour tout régler.

La révolution citoyenne n'est pas imminente. Nous n'avons pas atteint nos objectifs de passer devant le PS. Forts de l'expérience des deux dernières campagnes électorales, il convient d'identifier les tâches politiques prioritaires de la période et les moyens d'y répondre.

Développer le parti pour mettre en mouvement la société

Nous venons de porter deux grandes batailles électorales. Celles-ci ont aussi montré les limites territoriales de notre outil et sa difficulté à impliquer largement toutes et tous. Nous devons donc :

- renforcer numériquement le Parti de Gauche en organisant des campagnes d'adhésions régulières ;
- travailler au renforcement de notre maillage territoriale par la création de nouveaux comités locaux et à la mise en place de cercles dans les communes et dans les quartiers pour favoriser notre mise en mouvement et notre capacité d'expression ;
- poursuivre notre structuration dans les universités qui sont aujourd'hui particulièrement menacées par la privatisation et lancer une réflexion sur la structuration du PG dans les entreprises publiques et privées.

De même, nous devons poursuivre nos efforts pour favoriser l'implication féminine dans le parti. Les femmes représentent moins de 30% de nos adhérent-e-s. Il semble dès lors nécessaire :

- de mener des campagnes sur les droits des femmes, de cibler des secteurs sociologiques fortement féminisés et d'agir dans les organisations féministes et pour la construction des cadres unitaires mixtes et laïques ;
- d'impulser un travail de lutte contre la domination masculine au sein de notre parti et d'y favoriser l'implication des femmes : dans la forme et l'organisation des réunions, dans

l'adaptation des horaires ou encore l'organisation systématique de garde d'enfants, comme nous avons commencé à le faire lors des temps forts des dernières campagnes.

Enfin, il convient d'organiser l'intégration de tou-te-s dans notre activité, en prenant en compte les contraintes qui conditionnent le niveau d'implication possible de chacun-e. Nous devons œuvrer :

- à l'accueil des nouveaux adhérent-e-s avec la généralisation d'un temps d'accueil dans son comité pour chaque nouvel adhérent, l'organisation de sessions d'accueil départemental pour présenter notre parti et son fonctionnement, et la mise en place d'un kit d'accueil militant;
- à la mise en place de bureaux de comités se réunissant régulièrement et de cercles (lieux de formation et de mise en action) pour favoriser l'implication militante et la prise progressive de responsabilité ;
- à l'organisation de nouveaux temps de formation pratiques et théoriques (fondamentaux du parti, animation des réunions, etc ...) et au soutien à la formation dans les comités et les cercles ;
- à donner un rôle pour chacun. Nous devons être plus précis sur ce que chacun peut apporter à notre collectif : écrire, dessiner, travailler un dossier, mettre en page, diffuser dans ses réseaux, proposer une action, associer des amis, voilà autant de formes de militantisme que nous n'utilisons pas suffisamment à l'heure actuelle. Elles peuvent permettre la réalisation d'un tract ou d'un journal local, la mise en place d'une véritable communication sur internet, etc ... Nous nous appuyerons pour cela sur les comités.

Être un outil au service de l'implication citoyenne

La longue période électorale qui vient de s'écouler a mis en évidence la nécessité de renforcer notre ancrage local. Aussi, nous devons nous lier aux acteurs locaux, nous investir dans les comités de quartier et associations, et impulser et participer à des mobilisations locales (lutte contre la fermeture d'un équipement public, quartier Marengo à Toulouse, centre commercial Val Tolosa, etc...) pour y populariser l'écosocialisme et ouvrir la voie à une alternative.

Nous pouvons aussi impulser des formes de solidarités concrètes pour faire la preuve par l'exemple de notre projet de société (par exemple cela peut être une forme d'aide aux devoirs, du soutien concret aux mal-logés, etc ..) et en s'appuyant sur le travail d'associations existantes.

Enfin, nous devons nous fixer l'objectif de fédérer autour de nous un réseau culturel permettant de rassembler personnalités ou artistes qui partagent nos idées et nos combats. Pour cela, notre local est un lieu à valoriser davantage (animations culturelles, permanences, bibliothèque militante, etc ...).

Mais nous devons également renforcer notre activité au service des luttes sociales. Nous ne pouvons plus nous contenter de participer aux manifestations avec nos drapeaux. Une commission « luttes » pourrait nous permettre de travailler à :

- renforcer notre suivi et notre présence dans les luttes, impulser leur convergence et organiser les relais dans les institutions;
- favoriser l'échange entre les militant-e-s syndicaux de notre organisation ;
- organiser un soutien concret par exemple en généralisant la création de caisses de solidarités.

Enfin, nous poursuivrons notre travail dans les collectifs unitaires qui se multiplient dans le département en fixant des priorités. La priorité du moment est la question du Grand Marché Transatlantique (GMT ou TAFTA). Nous amplifierons notre action dans le collectif Stop Tafta 31 en participant à la construction de comités unitaires locaux. Nous continuerons également notre action dans le COLlectif Départementale

de lutte contre l'EXtrême-droite (CODEX 31) pour dénoncer notamment les mensonges du Front National et l'action de ses élu-e-s.

Nous devons convaincre que nous sommes le relais politique crédible et incontournable et être la force de résistance vers laquelle les citoyens se tournent.

C'est dans cet esprit qu'il nous faut approfondir la démarche engagée dans notre département à l'initiative de la CGT, de la FSU et de Solidaires. Celle-ci vise à rassembler syndicats, associations et mouvements politiques pour construire un large rassemblement contre les politiques d'austérité. C'est autour de cette démarche que peut naître une alternative sociale et politique.

Rassembler contre l'austérité et pour l'écosocialisme

Nos élu-e-s sont très importants pour faire la preuve par l'exemple de notre projet écosocialiste, relayer les batailles emblématiques du parti et soutenir et favoriser les résistances quotidiennes. La mise en réseau de nos élu-e-s doit servir à mutualiser les outils, à mener une action territoriale cohérente, à contribuer à notre réseau national d'élu-e-s et à permettre un lien permanent avec le parti et ses militant-e-s. C'est aussi à travers leur travail de terrain que nous pouvons acquérir la confiance du peuple.

Le bilan de la séquence politique précédente nous invite à œuvrer à la transformation du Front de Gauche, car il n'a pas réussi à être l'outil rassembleur auquel nous aspirons. Dans notre département, il a été particulièrement malmené. Cependant, des dynamiques locales existent à l'image de celles qui ont vu le jour dans le Nord et dans l'Ouest du département. Il faut nous appuyer dessus pour construire l'alternative politique dans une exigence d'autonomie permanente à l'égard des organisations qui mènent des politiques libérales. Nous constituerons donc partout où c'est possible, et avec un maximum de partenaires, des associations locales, du Front de Gauche ou autre, permettant l'action collective dans les luttes et les élections à venir. Celles-ci doivent permettre l'implication massive des citoyennes et des citoyens en leur proposant notamment l'adhésion directe pour les associations du Front de Gauche. Nous chercherons à mettre en lien ces initiatives. Des campagnes politiques départementales pourraient être impulsées dans ce cadre par exemple contre la réforme territoriale.

Le Parti de Gauche œuvrera à l'organisation d'espaces de convergence des mobilisations dans le département (forum des luttes, Alternatiba, etc ...). Nous préparerons notamment avec nos partenaires et avec les citoyens qui le souhaitent dans les prochains mois des assises locales de l'écosocialisme.

En effet, l'écosocialisme peut être le pivot autour duquel se rassemble toutes celles et tous ceux qui luttent contre l'austérité et veulent articuler la question du partage des richesses et de la transition écologique.